



1er mai/Présidence du Conseil

Les employés exhortés à faire preuve de « patriotisme et de responsabilité »

Sous le dôme de la plus haute institution de la République, la commémoration de la Journée internationale du travail, le 1er mai, a revêtu cette année, une solennité singulière. Plus qu'une tradition calendaire, cette célébration à la présidence du Conseil s'est muée en un vibrant hommage à la figure du travailleur, pilier de l'édifice national, et en un sanctuaire de la reconnaissance pour ceux ...



PAGE 3

LIBERTÉ DE PRESSE



Classement RSF 2026

Le Togo améliore nettement sa position mondiale

Le Togo enregistre une progression significative dans le classement mondial de la liberté de la presse publié le 30 avril par Reporters sans frontières (RSF). Le pays passe de la 121^e place en 2025 à la 97^e position en 2026, confirmant une évolution notable dans l'environnement médiatique national.

PAGE 10

ECONOMIE



Zéro droit de douane

Zéro droit de douane : coup d'accélérateur à la coopération sino-africaine dans une nouvelle ère

À compter du 1er mai 2026, la Chine a appliqué un traitement à zéro tarif douanier aux 53 pays africains avec lesquels elle entretient des relations diplomatiques, devenant ainsi la première économie ...

PAGE 8



Relations avec le Kirghizistan

Le Togo est perçu comme un partenaire prometteur en Afrique

Durant la semaine écoulée, le président du Conseil Faure Gnassingbé, a effectué une visite d'Etat au Kirghizistan. À l'issue de ce voyage, l'on note plusieurs retombées pour le pays.

PAGE 5

DERNIERES HEURES

Travail : une nouvelle convention collective interprofessionnelle adoptée au Togo

Le Togo s'est doté d'une nouvelle convention collective interprofessionnelle, fruit de plusieurs cycles de négociations entre les acteurs du monde du travail. Signé à la veille de la fête des travailleurs, ce texte marque une étape dans l'adaptation du cadre social aux réalités économiques actuelles.

Élaborée sur la base du Code du travail, la convention intègre les mutations intervenues depuis l'adoption des précédents textes en 2011. Elle couvre des domaines essentiels tels que la rémunération, les conditions de travail, la sécurité, la formation professionnelle et les mécanismes de règlement des différends. Pour Laurent Coami Tamégnon, président du Conseil national du patronat du Togo, ce nouvel instrument consacre un équilibre entre performance économique et bien-être des travailleurs. Il souligne que « la performance économique de nos entreprises est indissociable du bien-être des travailleurs ».

Les signataires estiment que cette convention renforce les droits fondamentaux, consolide la sécurité juridique des relations professionnelles et favorise un dialogue social apaisé. Elle apparaît ainsi comme un levier de stabilité et de modernisation du monde du travail au Togo.

DROIT SOCIAL

1er mai / Assemblée nationale

Les « mains invisibles et indispensables » du travail législatif

À l'occasion de la Journée internationale des travailleurs célébrée le vendredi 1er mai 2026, le personnel ...

PAGE 4

Fête du Travail

Togo Matin célèbre ses équipes et réaffirme ses ambitions

Sous un ciel ensoleillé et dans le décor apaisant de son siège, Togo Matin a célébré, ce 1er mai, la Journée internationale du Travail dans une atmosphère à la fois festive et empreinte de reconnaissance. Entre éclats de rire, rythmes musicaux et moments de partage autour de mets soigneusement ...



PAGE 11

	SOMMAIRE	<p>Investissement / Allemagne - Afrique La KfW entre au capital d'ATIDI</p>  <p>P 5</p>	<p>Amélioration des conditions de travail Le Togo maintient le cap</p>  <p>P 6&7</p>	<p>Lutte contre la pauvreté dans la région des Savanes Cela passe également par l'autonomisation des femmes</p>  <p>P 9</p>
-----------------------------------------------------------------------------------	-----------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Loukoum N'nawè : Un parcours inspirant de Niamtougou à Namon

Originaire de Niamtougou, Loukoum N'nawè a grandi dans cette localité de la préfecture de Doufelgou où elle a également trouvé l'amour et s'est mariée. C'est la profession de son mari qui les a amenés à s'installer dans le canton de Namon il y a de cela 20 ans. Son parcours est marqué par des défis et des rêves avortés, mais aussi par une détermination digne d'une femme Togolaise à réussir malgré les obstacles. Découvrez dans ce nouveau numéro de la rubrique Echos des bénéficiaires son histoire.

Des débuts délicats, mais des horizons prometteurs

Loukoum a fréquenté l'école jusqu'en classe de 5ème, mais ce fut une période difficile pour elle. Orpheline de mère et négligée par ses marâtres, elle a dû abandonner ses études. "Ça a été un choix difficile. Mais je n'avais aucune possibilité de continuer", confie-t-elle. Face à cette réalité, Loukoum a rapidement pris en main sa destinée. Elle a débuté avec peu de moyens, investissant dans la vente de riz et de Tchoukoutou pour

subvenir à ses besoins. "Le riz je préparais et je faisais le tour des écoles pour vendre. Tchoukoutou c'était surtout les dimanches", précise-t-elle. Lorsqu'elle a rejoint son mari, le couple a dû quitter Niamtougou pour le Canton de Namon. Elle a dû mettre en suspend ses propres activités mais s'est rapidement efforcée de reprendre avec une somme de 2000 FCFA en achetant 4 bols d'arachides pour fabriquer et vendre des galettes d'arachide.

"J'ai été étonnée de l'évolution. Moi qui ai commencé avec 4 bols d'arachides, après deux mois j'étais capable d'en avoir une vingtaine", raconte-t-elle avec fierté. Elle a repris avec la vente de Tchoukoutou.

Sa boutique, non loin du marché de Namon, a continué de croître. Même le décès de son feu mari n'a pas ralenti son ardeur. Elle a d'ailleurs diversifié ses activités en ajoutant du sorgho et d'autres produits. Mais Loukoum ne s'est pas arrêtée là. Lors d'un voyage à Niamtougou, elle a découvert les machines

pour écraser les épices. Avec détermination, elle a économisé pour en acheter et est devenue la première femme de Namon à en posséder. "Fallait venir voir à cette époque. J'étais débordée avec ma

bonne rembourseuse, Elle a d'abord bénéficié du produit APSEF, puis du produit AGRISEF, étant également propriétaire d'un champ. Motivée par les taux d'intérêt avantageux et sa réputation de

permis d'aller plus loin", témoigne-t-elle.

Aujourd'hui, Loukoum N'nawè est une source d'inspiration pour de nombreuses femmes de Namon. Fière de son parcours, elle a pu



Loukoum N'nawè

machine. Plusieurs femmes venaient", raconte-t-elle.

L'Impact du FNFI dans son chemin vers l'autonomie

L'année 2015 marque un tournant dans la vie de Loukoum lorsqu'elle est devenue bénéficiaire du Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI).

elle a également obtenu le produit AJSEF, avec un montant de 300 000 FCFA. Cela lui a permis de renforcer sa boutique, de diversifier ses produits et de se lancer dans le stockage de céréales.

"J'ai commencé sur fonds propres, mais le FNFI m'a

construire une petite maison et est en train d'achever une auberge dans cette modeste localité. Elle espère continuer à bénéficier de l'accompagnement du FNFI pour aller encore plus loin dans son entreprise et inspirer d'autres femmes à réaliser leurs rêves.

Ceci est un programme du ministère chargé du développement à la base et de l'économie sociale et solidaire



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodlakina

Secrétaire de rédaction :
Edy Alley

Responsable web:
Carlos Amevor

Comité de rédaction:
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima

Edem Dadzie

Caleb Akponou

Affo-Djèè Alarba

Responsable administrative, financière
et commerciale:
Amah Essognim

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

Relations avec le Kirghizistan

Le Togo est perçu comme un partenaire prometteur en Afrique

Durant la semaine écoulée, le président du Conseil Faure Gnassingbé, a effectué une visite d'Etat au Kirghizistan. À l'issue de ce voyage, l'on note plusieurs retombées pour le pays.

Le président du Conseil a eu droit à un accueil chaleureux avec des honneurs, suivi d'un tête-à-tête avec le président kirghiz, le mercredi 29 avril 2026.

Au cours de la cérémonie officielle de bienvenue, le président kirghiz a salué le caractère inédit de cette visite. « Nous sommes honorés de vous accueillir sur la terre hospitalière du Kirghizistan. Vous êtes le premier président africain à visiter le Kirghizistan. C'est un événement historique important pour nos deux pays », a-t-il relevé avant de rappeler que le partenariat entre les deux pays, établi en 2015, mérite d'être renforcé.

Le président de la République kirghiz a également souligné l'importance que son pays accorde à ses relations avec le continent africain, tout en mettant en avant le rôle actif du Togo au sein des organisations régionales et internationales. Il a particulièrement salué la politique de développement du président du Conseil ainsi que la qualité de sa diplomatie.

« Le Togo occupe une position importante en Afrique de l'ouest et est un membre actif des organisations régionales. Nous apprécions hautement votre contribution personnelle

au développement de votre pays ainsi qu'au renforcement de sa coopération politique et économique avec les grandes nations du monde. Nous sommes intéressés par le développement de la coopération avec le Togo dans tous les domaines et



Faure Gnassingbé (à gauche), et son homologue kirghiz (Crédit photo : Présidence du Conseil de la République togolaise)

le considérons comme un partenaire prometteur en Afrique » a-t-il déclaré.

Le président Sadyr Japarov a saisi l'occasion pour adresser à l'ensemble du peuple togolais, ses sincères félicitations à l'occasion de la commémoration du 66ème anniversaire de l'accession du Togo à la souveraineté internationale. Il a exprimé sa conviction que cette rencontre de haut niveau contribuera à renforcer le dialogue politique et à établir une base solide pour le développement de la coopération bilatérale.

Toujours le mercredi 29 avril 2026, Faure Gnassingbé et son homologue kirghiz, Sadyr Japarov ont présidé une cérémonie de signature de plusieurs accords et mémorandums d'entente

dans huit domaines à savoir la diplomatie, l'économie numérique, la culture, les investissements, l'éducation, la santé, l'économie et l'agriculture. Ces instruments juridiques témoignent de la volonté commune des deux nations d'inscrire leur partenariat

dans une dynamique durable, structurée et mutuellement bénéfique.

Faure Gnassingbé honore des figures historiques du Kirghizistan

Au lendemain de son arrivée au Kirghizistan, le président du Conseil, s'est rendu au complexe historique national Ata-Beyit, où il a procédé au dépôt de gerbes au mémorial Urkun.

Cette cérémonie s'est déroulée dans un cadre solennel, marquée par le recueillement et le respect envers la mémoire des victimes et des figures historiques du Kirghizistan. C'était en présence de plusieurs personnalités kirghizes de haut rang.

Ce geste symbolique du président du Conseil s'inscrit dans la tradition

diplomatique consistant à rendre hommage aux figures et aux événements marquants de l'histoire nationale kirghize. Il traduit également l'attachement du Togo aux valeurs de mémoire, de paix et de solidarité entre les peuples. Par cet acte, Faure Gnassingbé réaffirme la volonté du Togo de consolider les relations d'amitié et de coopération avec le Kirghizistan, dans un esprit de confiance et de partenariat constructif.

Pour rappel, le complexe commémoratif historique national Ata-Beyit, qui signifie « Lieu où reposent nos pères », a été construit le 8 juillet 2000, afin de préserver et de transmettre la mémoire des étapes majeures de la construction de l'État-nation kirghize.

Le mémorial Urkun, intégré à ce complexe, est dédié à la mémoire des événements tragiques de l'histoire kirghize. Il abrite des documents, photographies et archives historiques retraçant notamment l'évolution politique du Kirghizistan dans les années 1920 et 1930.

Des visites de terrain, signe d'une coopération qui se renforce

Durant son séjour, le président du Conseil s'est rendu au siège des douanes d'Etat où il a suivi avec intérêt la présentation des réformes engagées dans ce secteur. Il a apprécié les différentes étapes du processus de réformes, notamment la digitalisation des services et l'introduction de

l'intelligence artificielle. Il s'est dit optimiste quant au renforcement de la coopération en matière de réformes.

La même démarche a été adoptée à la Banque nationale kirghize où les échanges ont porté sur les principes de gouvernance qui régissent ses activités ainsi que sur les pistes de collaboration dans le domaine financier. Les deux délégations ont également abordé la maîtrise de l'inflation, la gestion du taux de change, les systèmes de paiement et les agrégats monétaires. Le président du Conseil était également l'hôte de l'entreprise d'État Uchkun, spécialisée dans la production de documents sécurisés, notamment les passeports, les cartes nationales d'identité et les permis de conduire.

Le président a assisté au festival ethnoculturel « Salburun » sur la rive sud du lac Issyk-Koul. Sa présence à ce carrefour culturel, qui met en valeur le patrimoine nomade et les traditions de chasse du Kirghizistan, s'inscrit dans le cadre de la diplomatie culturelle. Elle témoigne de l'intérêt accordé par le Togo au dialogue interculturel et à la valorisation du patrimoine des peuples.

À travers ces différentes visites de terrain, le président du Conseil a pu apprécier les réformes engagées par le Kirghizistan dans plusieurs secteurs clés, tout en mettant en avant les efforts similaires faits par le Togo.

Edem Dadzie

1er mai/Présidence du Conseil

Les employés exhortés à faire preuve de « patriotisme et de responsabilité »

Sous le dôme de la plus haute institution de la République, la commémoration de la Journée internationale du travail, le 1er mai, a revêtu cette année, une solennité singulière.

Plus qu'une tradition calendaire, cette célébration à la présidence du Conseil s'est muée en un vibrant hommage à la figure du travailleur, pilier de l'édifice national, et en un sanctuaire de la reconnaissance pour ceux qui, après des décennies

de sacerdoce administratif, tirent leur révérence.

L'un des temps forts de cette cérémonie fut la remise des trophées de reconnaissance aux agents admis à faire valoir leurs droits à la retraite au titre de l'année 2025. Ces distinctions, symboles d'une fidélité institutionnelle sans faille, viennent couronner des carrières entières dévouées au prestige de l'État.

Avec une émotion



Photo de famille des officiels et des retraités honorés (Crédit photo : Présidence du Conseil)

contenue, le porte-parole des retraités de la promotion 2025 a exprimé une gratitude profonde envers l'institution et son premier responsable, Faure Gnassingbé.

Il a souligné le privilège rare d'avoir officié au cœur de la première institution du pays. « Servir au sein de la plus haute institution du pays fut une source édifante au quotidien. Nous quittons ces lieux...

Suite à la page 4

1er mai/Présidence du Conseil

Suite de la page 3

Les employés exhortés à faire preuve de « patriotisme et de responsabilité »

... avec le sentiment du devoir accompli, exhortant nos successeurs à faire de la présidence du Conseil une source inspirante du travail bien fait qui force l'admiration ».

Président l'événement au nom du président du Conseil, Faure Gnassingbé, Sandra Ablamba Johnson, ministre, secrétaire général de la présidence du Conseil, a porté un message d'une haute portée politique et humaine. Elle a réaffirmé que le

capital humain demeure la clé de voûte de la stratégie de développement national, tout en rappelant les impératifs de la Vème République résumés dans le triptyque « Protéger, Rassembler, Transformer ». En ce qui concerne les trophées de reconnaissance du mérite décernés aux retraités, elle estime que « Cette cérémonie n'est pas un adieu, mais l'ouverture d'un nouveau chapitre pour une retraite paisible, après de longues années de dévouement et de

sacrifices ».

Le ministre a exhorté le personnel en exercice à faire preuve de « patriotisme et de responsabilité », insistant sur la ponctualité et l'assiduité comme vecteurs de progrès. Elle a rassuré l'assemblée sur la volonté constante du chef du gouvernement d'améliorer les conditions de vie des travailleurs.

Faisant écho à ces orientations, le représentant du personnel a

salué les réformes sociales audacieuses, citant notamment l'effectivité de l'Assurance maladie universelle (Amu) et les programmes de transferts monétaires qui soulagent les plus vulnérables.

Il a réitéré l'engagement indéfectible des agents à demeurer la « cheville ouvrière » de la vision présidentielle, tout en formulant le vœu de voir ces efforts récompensés, à l'avenir, par de nouveaux avantages sociaux. La

cérémonie s'est achevée dans une ambiance de communion fraternelle, où les trophées remis aux anciens personnels servaient de miroirs aux ambitions des nouveaux.

Entre discipline républicaine et chaleur humaine, la présidence du Conseil a démontré que le travail, lorsqu'il est accompli avec dévotion, devient l'instrument suprême de la dignité et de la construction d'un Togo prospère.

La rédaction

1er mai/Assemblée nationale

Les « mains invisibles et indispensables » du travail législatif

À l'occasion de la Journée internationale des travailleurs célébrée le vendredi 1er mai 2026, le personnel de l'administration parlementaire s'est retrouvé sous la colonnade du siège de l'Assemblée nationale dans une atmosphère de convivialité et de reconnaissance.

La cérémonie s'est tenue en présence de l'honorable Ayao Dzreke, 4ème vice-président de l'Assemblée nationale représentant le professeur Komi Selom Klassou, président de l'institution. Il y avait aussi d'autres membres du bureau.

À l'ouverture des festivités, le secrétaire général de l'Assemblée nationale, Efoe Mawunyigan Kini, a salué l'engagement quotidien des fonctionnaires parlementaires et a rappelé que le travail demeure une nécessité, une dignité et une force capable de bâtir les nations. Il a insisté sur l'importance de l'esprit d'équipe, de la confiance et du respect mutuel dans le fonctionnement de l'administration parlementaire.



La table d'honneur (Crédit photo : Assemblée nationale)

Le secrétaire général a également invité les agents à poursuivre les efforts pour renforcer la solidarité, l'équité et la rigueur professionnelle. Selon M. Kini, chaque collaborateur détient une part de responsabilité dans l'amélioration du climat de travail et dans la performance globale de l'institution. Il a ensuite encouragé l'ensemble du personnel à faire de l'administration

parlementaire un cadre exemplaire, où efficacité, courtoisie et professionnalisme demeurent les principes directeurs. Dans le message du président de l'Assemblée nationale, lu par l'honorable Ayao Dzreke, un hommage appuyé a été rendu au personnel administratif, présenté comme les « mains invisibles et indispensables » du travail législatif. Le président de

l'institution a souligné que si les lois prennent forme dans l'hémicycle, elles se construisent également dans les bureaux administratifs, grâce à l'engagement discret mais essentiel des collaborateurs parlementaires.

Le président de l'Assemblée nationale a réaffirmé sa volonté de poursuivre la modernisation de l'administration parlementaire à travers une

meilleure organisation des structures administratives et une politique de valorisation du capital humain.

Par ailleurs, il a assuré que les préoccupations exprimées par le personnel seront prises en compte par le bureau. Des réflexions sont engagées, avec l'ensemble des membres du bureau, afin d'apporter des réponses concrètes en matière d'optimisation administrative, de gestion stratégique des ressources humaines et de renforcement des compétences professionnelles.

La célébration s'est poursuivie dans une ambiance fraternelle, marquée par des échanges entre collègues et responsables administratifs. Cette commémoration du 1er mai a été l'occasion de renouveler l'engagement collectif en faveur d'une administration parlementaire performante, moderne et au service de la qualité du travail législatif.

Edem Dadzie



<https://togo.coris.bank>
f t i n x

BONNE FÊTE DE
TRAVAIL
CHAPEAU À TOUS LES TRAVAILLEURS



Investissement / Allemagne - Afrique

La KfW entre au capital d'ATIDI

La banque allemande de développement KfW a officialisé, le 29 avril à Nairobi, son entrée au capital de ATIDI, marquant une nouvelle étape dans le renforcement des relations économiques entre l'Allemagne et le continent africain. Cette prise de participation conforte le rôle d'ATIDI comme levier stratégique de sécurisation des investissements en Afrique.

Avec un apport de 32 millions de dollars, la KfW devient le treizième actionnaire institutionnel de l'organisation, sous le statut de membre de catégorie D2, réservé aux agences publiques non africaines. Ce positionnement lui permet de participer aux instances de gouvernance tout en contribuant à l'orientation stratégique de l'institution. L'objectif est clair : renforcer la capacité d'ATIDI à atténuer les risques et à mobiliser des capitaux privés dans des marchés encore perçus comme incertains. Cette opération s'inscrit dans le prolongement d'une coopération ancienne. Au nom du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement, la KfW a déjà soutenu l'adhésion de plusieurs États africains

à ATIDI pour un montant supérieur à 100 millions de dollars. L'entrée directe au capital marque ainsi un approfondissement

entreprises allemandes et africaines, en cohérence avec les initiatives internationales visant à stimuler les partenariats



de cet engagement, dans un contexte international caractérisé par la volatilité économique et la recomposition des flux d'investissement.

Fondée en 1948, la KfW est un acteur majeur du financement du développement à l'échelle mondiale. Elle intervient dans des secteurs structurants tels que les infrastructures, les énergies renouvelables, le financement des PME et la transition écologique. Sa participation dans ATIDI pourrait générer jusqu'à 500 millions de dollars supplémentaires d'échanges commerciaux et d'investissements entre

économiques avec l'Afrique. Créée en 2001, ATIDI s'est progressivement imposée comme un pilier du financement du commerce et de l'investissement sur le continent. L'institution propose des solutions d'assurance contre les risques politiques, les défauts de paiement et les aléas commerciaux, facilitant ainsi l'accès des entreprises africaines et internationales aux financements. À ce jour, elle a soutenu des transactions estimées à plus de 93 milliards de dollars, tout en bénéficiant de notations financières solides.

Au-delà des chiffres, cette alliance illustre une

convergence d'intérêts. D'un côté, l'expertise financière européenne, portée par la KfW ; de l'autre, la connaissance fine des risques africains et l'ancrage régional d'ATIDI. Cette complémentarité vise à renforcer la confiance des investisseurs, condition essentielle à l'essor des projets structurants sur le continent.

Dans un environnement marqué par la compétition entre grandes puissances économiques, ce partenariat s'inscrit également dans une stratégie plus large de diversification des relations économiques de l'Afrique. En consolidant les mécanismes de garantie et en facilitant les investissements, il contribue à structurer des corridors commerciaux plus dynamiques et à soutenir une croissance durable.

À terme, l'entrée de la KfW au capital d'ATIDI pourrait ainsi accélérer la transformation économique du continent, en ouvrant de nouvelles perspectives pour les entreprises et en renforçant l'attractivité des marchés africains auprès des investisseurs internationaux.

Créée en 2001 par des États africains, l'ATIDI vise à fournir une couverture contre les risques liés au commerce et à l'investissement encourus par les entreprises exerçant des activités en Afrique. L'organisation fournit notamment des assurances contre les risques politiques, l'assurance-crédit et des assurances-caution. Depuis sa création, ATIDI a soutenu des investissements et des transactions de commerce international d'une valeur de 93 milliards de dollars en Afrique.

Quant à KfW, il a été fondé en 1948. Le groupe KfW est la banque de développement allemande et l'une des principales banques de développement au monde. Elle est détenue à 80 % par le gouvernement fédéral et à 20 % par les Länder. La Banque de développement KfW met en œuvre des projets de coopération financière avec les pays en développement et les économies émergentes pour le compte du gouvernement fédéral allemand, en particulier du ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ).

E. A

Services financiers numériques

La régulation collaborative s'impose comme nouveau chantier régional

Au fur et à mesure que les services financiers numériques transforment les usages en Afrique de l'Ouest, une certitude s'impose : l'innovation ne peut prospérer durablement sans confiance. Or cette confiance repose autant sur la qualité de service que sur l'efficacité des mécanismes de protection des consommateurs. À Lomé, en prélude à la 23^e assemblée annuelle de l'Association des régulateurs de télécommunications de l'Afrique de l'Ouest (Artao), cette conviction a dominé les échanges entre les régulateurs, experts et acteurs du secteur réunis autour d'un même défi : construire une régulation collaborative adaptée à la convergence entre télécoms et finance.

L'enjeu dépasse le cadre technique. Dans un écosystème où le mobile money, les paiements instantanés et les portefeuilles électroniques gagnent du terrain, les

plaintes liées aux frais perçus comme élevés, aux interruptions de service ou aux vulnérabilités face à la fraude rappellent les fragilités du modèle. La croissance rapide des usages met désormais les dispositifs de régulation sous pression.

Les discussions tenues à Lomé, avec des représentants de seize pays, ont mis en lumière un constat largement partagé : les services financiers numériques évoluent encore dans un espace réglementaire partiellement fragmenté. À la frontière entre compétences des autorités télécoms et prérogatives des banques centrales, cette configuration crée parfois des zones d'incertitude qui ralentissent le traitement des litiges et compliquent la protection effective des usagers. Pour Emmanuel Sogadzi,

président de la Ligue des consommateurs du Togo, cette question touche directement à l'équilibre du marché. Le régulateur, souligne-t-il, demeure l'arbitre chargé de garantir les droits des usagers et de corriger les asymétries. Mais la multiplication des intervenants appelle à une meilleure coordination.

Cette nécessité de convergence a également été mise en avant par le directeur général de l'Arcep Togo, Michel Yaovi Galley, pour qui l'évolution des opérateurs vers des fonctions d'émetteurs de monnaie électronique redéfinit les cadres classiques. Dès lors, une approche cloisonnée de la régulation apparaît de moins en moins compatible avec la réalité du secteur.

Dans ce débat, l'expérience du Ghana a retenu l'attention. Souvent cité comme référence régionale, le pays

a développé une coopération étroite entre régulateur télécom et banque centrale. Ce modèle repose sur une architecture intégrée combinant supervision, dispositifs de cybersécurité, tests réguliers des plateformes et outils d'identification renforcée.

Le cadre inspiré de la recommandation de l'Union internationale des télécommunications X.1150, évoqué durant les travaux, illustre cette orientation. Il privilégie une approche progressive fondée sur la planification, le développement des capacités, l'évaluation continue de la sécurité et une mise en œuvre évolutive. Au-delà du modèle ghanéen, c'est l'idée d'une régulation anticipatrice qui a trouvé écho.

Mais la sécurité ne suffit pas. La qualité de service demeure au cœur des attentes. Continuité des

transactions, transparence tarifaire, réduction des interruptions, réactivité dans la gestion des plaintes : ces dimensions conditionnent l'adoption durable des services financiers numériques.

Dans une région où l'inclusion financière progresse rapidement, la confiance devient une infrastructure invisible mais décisive. C'est dans cette perspective que la régulation collaborative apparaît moins comme une option que comme une nécessité.

À Lomé, les échanges ont ainsi posé les bases d'une vision commune : mieux articuler l'innovation, la supervision et la protection des consommateurs. Un chantier complexe, mais central pour accompagner la prochaine phase de maturation des services financiers numériques en Afrique de l'Ouest.

Edy Alley

Amélioration des conditions de travail

Le Togo maintient le cap

L'amélioration des conditions de vie et de travail tient une place dans la politique publique du Togo. Visant à concilier le bien-être des travailleurs et le développement du pays, cet engagement du gouvernement se traduit par plusieurs initiatives déployées ces dernières années. À travers ce dossier, nous faisons un retour sur les initiatives du gouvernement qui permettent d'améliorer le quotidien des travailleurs tout en consolidant un meilleur équilibre social.

2030 pour le travail décent (PPTD) ou des réformes du travail domestique, les initiatives sont légion.

Pour lutter contre le chômage, surtout des jeunes, un accent est mis sur l'auto-emploi via des mécanismes de financement et des assises sur l'entrepreneuriat.

Avec le PPTD 2026-2030, le Togo entend promouvoir l'emploi décent, en particulier pour les femmes, les jeunes et les personnes handicapées, dans un cadre de croissance économique inclusive. Pour ce faire, le

ministres de culte et toutes les personnes exerçant une activité non salariée.

Aussi les familles des personnes susmentionnées peuvent également bénéficier de l'Amu. En introduisant cette couverture sociale universelle, le Togo entend améliorer les conditions de vie des travailleurs qu'ils soient du public ou du privé. Grâce à cet engagement du gouvernement, l'Amu a couvert plus de 2,4 millions de personnes en 2024-2025, marquant une accélération significative

signée ce 30 avril 2026 pour moderniser les relations de travail, couvrant la rémunération, la sécurité et la formation.

Dans cette même démarche, pour l'amélioration constante des conditions de travail, le Togo a aussi adopté des réformes permettant aux salariés de solliciter des aménagements d'horaires et une meilleure organisation du temps de travail. Cette dernière réforme a pour avantage de favoriser l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle, notamment pour les femmes. Dans le même élan, le code du travail adopté en 2020, en son article 378, renforce la protection des travailleurs tout en équilibrant les intérêts des entreprises.

Pour renforcer le respect de la sécurité et santé au travail (SST), le gouvernement, en cette année 2026, prévoit d'équiper les inspections du travail en mobilier et matériel informatique et de renforcer leurs capacités. En amont, des formations sur la sécurité et la santé au travail sont organisées, notamment par le Conseil national du patronat avec l'appui de l'OIT pour soutenir les efforts du gouvernement. L'augmentation en 2023 du Salaire minimum interprofessionnel garanti (Smig) de 35 000 à 52 500 FCFA fait également partie des initiatives visant à

augmentation de +5 % pour couvrir les recrutements de plus de 3 000 nouveaux fonctionnaires (mars 2025) et améliorer la performance administrative.

L'insertion professionnelle a également repris du poil de la bête avec le lancement de projets à Haute intensité de main d'œuvre (Himo) pour créer des revenus immédiats et de l'emploi. D'autres initiatives à l'instar du programme AIDE, lancé depuis 2011, ont déjà soutenu plus de 7000 jeunes par des stages rémunérés et des contrats de stage renouvelés. Des programmes comme ProEmploi+, soutenu par la GIZ, se concentrent sur les besoins des femmes et des personnes handicapées, en leur proposant des formations en marketing digital, gestion financière, et d'autres compétences pratiques.

Le respect des normes de travail

Sur ce point, le Togo a considérablement modernisé son cadre légal et institutionnel pour se conformer aux normes internationales du travail. Les efforts du pays se traduisent notamment par l'adoption d'un nouveau Code du travail entré en vigueur fin 2020 et des réformes continues en 2025-2026.

Pour atteindre ces objectifs en matière de respect des normes de



Défini de façon basique comme une activité humaine consciente et volontaire, physique ou intellectuelle, visant à transformer la nature ou l'environnement, pour produire des biens ou services, le travail tient une place importante dans la vie de l'homme. Impliquant un effort qui permet la subsistance, via la rémunération, le travail constitue à n'en point douter un vecteur d'insertion sociale et de réalisation de soi. De ce qui précède, il ressort donc que garantir de meilleures conditions de vie et de travail a de véritables impacts sur le développement des entreprises et partant du pays. Conscient des effets induits par l'amélioration des conditions de vie et de travail, le gouvernement s'emploie depuis plusieurs années à relever ce défi.

Ainsi ces dernières années, les initiatives allant dans le sens de l'amélioration des conditions de vie et de travail ne cessent de se multiplier. Que ce soit via le Programme pays 2026-

pays met également un accent sur le renforcement de la protection sociale, l'amélioration des conditions de travail, le respect des normes du travail et le dialogue social.

Que fait le pays en matière de protection sociale ?

À ce niveau, le pays est passé à une vitesse supérieure avec l'introduction de l'Assurance maladie universelle (Amu). Une nouvelle étape est franchie avec l'élargissement de l'Amu aux travailleurs non-salariés (Amu-TNS). En vertu des dispositions en vigueur au Togo, l'ensemble de la population togolaise, y compris les étrangers résidents, sans distinction de statut socioéconomique, peut bénéficier de l'Amu.

Sont donc susceptibles d'être bénéficiaires de l'Amu, les travailleurs régis par le Code du travail, notamment ceux assujettis au régime de sécurité sociale, les titulaires de pensions du secteur privé, les travailleurs indépendants, les travailleurs et opérateurs de l'économie informelle et agricole, les

de la couverture santé au Togo.

Ce chiffre en forte augmentation inclut aujourd'hui les agents du secteur public (gérés par l'Inam), des travailleurs du secteur privé, des travailleurs non-salariés (TNS).

Qu'en est-il de l'amélioration des conditions de travail ?



À ce niveau, la dynamique se poursuit au Togo avec de nouvelles réformes. Une nouvelle convention interprofessionnelle a été

améliorer les conditions financières des travailleurs.

Rien qu'en 2026, la masse salariale a connu une

travail, les efforts du pays se concentrent sur l'amélioration du dialogue social, la protection des enfants, la sécurité au

travail et l'adaptation aux nouvelles formes d'emploi. L'adoption de décrets pour encadrer le travail à distance et l'intermédiation, en réponse aux évolutions technologiques (Covid-19), en est une initiative phare pour adapter le travail aux évolutions contemporaines.

Début 2026, un arrêté

de s'épanouir à travers son travail.

Dans le même élan, celui de renforcer les normes de travail, le gouvernement fait également de la lutte contre des enfants, son cheval de bataille. Il a fait de la lutte contre les pires formes de travail des enfants une priorité, avec plus de 1,8 milliard FCFA mobilisés en

Au niveau du travail agricole, la durée est amenée à 40 heures par semaine, avec un cadre réglementé pour le travail supplémentaire. Des plans stratégiques sont aussi déployés pour améliorer la sécurité sur les lieux de travail et réduire les accidents.

Renforcer le dialogue social

ces initiatives visent à améliorer les conditions de travail, prévenir les conflits, et inclure les jeunes/femmes, notamment dans la région des Savanes.

En relançant le CNDS, le gouvernement entend offrir un cadre formel de discussion sur la vie chère, l'emploi et le droit du travail.

Au niveau du dialogue public-privé, le Comité de Concertation État-Secteur Privé (CCESP) est renforcé pour favoriser un climat des affaires et faciliter la concertation entre l'administration et les entreprises. Aussi, des ateliers sont régulièrement organisés par le gouvernement pour renforcer les compétences des acteurs du marché du travail.

Des projets locaux sont mis en place pour impliquer les jeunes et les femmes dans le développement à travers des emplois rémunérés.

Au niveau de l'administration, la modernisation en cours permet d'améliorer les services aux citoyens et d'offrir de meilleures conditions de travail aux fonctionnaires. Mais en dépit des efforts,

les défis demeurent en matière d'amélioration des conditions de travail au Togo.

Quid des défis ?

L'amélioration des conditions de travail au Togo est un enjeu majeur. Marquée par des avancées réglementaires récentes, elle reste cependant confrontée à des défis structurels importants. Et l'une des difficultés phares est la prédominance du secteur informel. Ils sont donc environ 80 % des travailleurs à opérer dans le secteur informel, souvent caractérisé par des conditions précaires, de faibles revenus et l'absence de protection sociale. Et l'absence de contrats légaux dans le secteur informel laisse les employés sans protection juridique face à l'exploitation.

La forte précarité de l'emploi et le taux de sous-emploi restent élevés au Togo, compliquant la mise en place de conditions de travail décentes. Mais qu'à cela ne tienne, le gouvernement ne cesse de multiplier des efforts pour relever les défis qui s'imposent.

Caleb Akponou



ministériel est venu renforcer l'interdiction de toute forme de discrimination, de harcèlement (sexuel ou moral), de violence ou d'intimidation en milieu professionnel, pour permettre à tout un chacun

2025 pour la protection de l'enfance.

En matière de lutte contre le travail des enfants, plus de 12 700 enfants victimes de traite ou d'exploitation ont été pris en charge et réinsérés rien qu'en 2025.

À ce niveau, la stratégie du pays s'articule autour de la relance du Conseil national du dialogue social (CNDS), de la promotion d'un cadre État-secteur privé via le CCESP, et de la signature de pactes de cohésion sociale. Dans les détails,

Autonomisation des femmes

Yas Togo lance le programme Dagan Connectée 2026

Yas Togo maintient le cap des initiatives visant l'autonomisation des femmes. La société a lancé le 17 avril dernier à Kara, l'édition 2026 du programme Dagan Connectée. Il s'agit d'une initiative structurante dédiée à l'inclusion numérique et financière des femmes micro-entrepreneuses au Togo.

S'inscrivant en droite ligne de la vision de Yas Togo de promouvoir l'autonomisation économique des femmes à travers le digital, le programme Dagan Connectée 2026 est déployé dans quatre (4) zones stratégiques du pays, à savoir : Kara, Sokodé, Blitta et Grand-Lomé.

Loin d'être un simple programme de formation, Dagan Connectée entend rapprocher les opportunités numériques des femmes entrepreneurs dans les zones à fort potentiel de développement économique. Se positionnant également

comme un catalyseur de transformation et d'impact, Dagan Connectée entend également révéler le potentiel économique des femmes. Et ce, en leur offrant les compétences, les outils et la confiance nécessaire pour évoluer dans un environnement de plus en plus concurrentiel et digitalisé.

Pour Yas Togo, le programme Dagan Connectée n'est pas fortuit. Il s'inscrit dans la démarche de la société d'assurer un mieux-être social et économique aux femmes. Mieux, d'impulser à ces dernières une dynamique durable de croissance, d'innovation et de résilience.

150 femmes en ligne de mire Cette année, Dagan Connectée compte faire les choses en grand. Le programme proposera à 150 femmes micro-entrepreneuses un

parcours complet et immersif articulé autour de plusieurs phases.

Les dites phases sont : l'appel à candidatures par zone, pour favoriser une large inclusion du territoire ; la sélection ciblée des bénéficiaires ; les ateliers pratiques intensifs axés sur le marketing digital, le leadership et la gestion commerciale ; et le mentorat personnalisé pour accompagner la mise en œuvre concrète des acquis.

Outre ces phases, les participants au programme Dagan Connectée 2026 bénéficieront des renforcements de capacité dans la maîtrise des outils numériques et de l'internet, l'utilisation des solutions de Mobile Money (Mixx Togo) et la création de contenus digitaux.

Aussi, des renforcements de capacité sont prévus dans l'exploitation et l'utilisation stratégique

des réseaux sociaux et l'accompagnement des femmes avec des solutions sur mesure.

Via les modules offerts à travers Dagan Connectée, Yas Togo s'engage à favoriser l'intégration des femmes entrepreneuses dans l'écosystème financier digital et à promouvoir une croissance inclusive, portée par les femmes entrepreneuses.

En facilitant l'adoption des solutions de paiement mobile, le programme Dagan connectée contribue à sécuriser les transactions, à améliorer la gestion financière et à renforcer l'autonomie économique des bénéficiaires.

« Notre ambition est de démocratiser l'accès aux outils numériques et de créer des opportunités concrètes pour les femmes micro-entrepreneuses », a réitéré Pierre-Antoine Legagneur, directeur général de Yas Togo

avant d'ajouter : « Dagan Connectée 2026 marque une volonté renforcée d'impacter durablement les territoires et de faire du digital un véritable levier de performance, d'autonomie et de croissance pour les femmes togolaises. »

Précurseur de la 5G au Togo et dans la sous-région ouest-africaine, Yas Togo ambitionne de devenir le champion de la qualité de service aux meilleurs standards internationaux. Quant à Axian Télécom, auquel Yas Togo est affilié, il se veut un fournisseur panafricain de télécommunication. Présent dans dix (10) pays, dont le Togo, Axian Télécom opère sur trois (3) segments, à savoir : les réseaux mobiles et fixes, les infrastructures numériques, ainsi que les services financiers mobiles.

Caleb Akponou

Zéro droit de douane

Zéro droit de douane : coup d'accélérateur à la coopération sino-africaine dans une nouvelle ère

À compter du 1er mai 2026, la Chine a appliqué un traitement à zéro tarif douanier aux 53 pays africains avec lesquels elle entretient des relations diplomatiques, devenant ainsi la première économie majeure mondiale à appliquer une politique unilatérale et globale de droits de douane nuls à l'ensemble de pays africains. Il s'agit d'une mesure importante prise par la Chine pour étendre son initiative d'ouverture unilatérale, démontrant sa volonté d'assumer davantage d'obligations internationales et de poursuivre résolument l'ouverture de haut niveau.

des coordinateurs du FOCAC, il a étendu ce traitement à l'ensemble des 53 pays africains ayant avec la Chine des relations diplomatiques; En février de cette année, dans son message de félicitations au 39e sommet de l'Union africaine, il a clairement annoncé la mise en œuvre complète de cette mesure à compter du 1er mai.

Aujourd'hui, à travers le monde, l'unilatéralisme et le protectionnisme refont

est prête à répondre à l'appel des pays africains, à approfondir la coopération mutuellement bénéfique et à contribuer au développement des pays africains.

La coopération sino-africaine n'a jamais été une solution de fortune, mais bien une démarche d'amitié fraternelle. En partageant les opportunités et en poursuivant un développement commun grâce au traitement à zéro

foyers chinois, d'accroître le bien-être des deux peuples, de promouvoir l'interconnexion des échanges commerciaux, industriels et d'investissement entre la Chine et l'Afrique, et de renforcer la dynamique de développement endogène de l'Afrique.

La Chine a signé des accords de partenariat économique pour un développement partagé avec les pays africains concernés, dont le Togo. Elle s'emploiera parallèlement à renforcer les « voies vertes » pour l'importation des produits agricoles et alimentaires africains en Chine, tout en améliorant constamment la facilitation des échanges sino-africains et en enrichissant davantage la portée de la politique de zéro droit de douane, de sorte que celle-ci devienne un moteur inépuisable pour la coopération sino-africaine de haute qualité et qu'elle injecte un nouvel élan à la solidarité et à la collaboration au sein du Sud global. Ainsi, la mesure de zéro droit de douane revêt une importance historique, aussi bien dans les relations sino-africaines que dans l'histoire des relations internationales.

Aujourd'hui, le traitement à zéro droit de douane a porté ses fruits au Togo. En tant que hub logistique de l'Afrique de l'Ouest, il bénéficie d'une position géographique privilégiée. L'année dernière, le volume des échanges bilatéraux entre la Chine et le Togo a atteint 5,4 milliards de dollars américains, soit une hausse de 55% par rapport à l'année précédente, tandis que les exportations du Togo vers la Chine ont connu une hausse spectaculaire de près de 500%. La présence de la Chine en tant que seul pays invité d'honneur à la 20e Foire internationale de Lomé a remporté un grand succès, qui a permis aux entrepreneurs chinois et togolais d'établir des contacts directs et ciblés. Le Togo participe depuis huit ans consécutifs à la Foire internationale des

importations de Chine. Les produits agricoles tels que le café, les noix de cajou et le cacao, ainsi que les objets d'artisanat traditionnel présentés lors de cet événement, ont rencontré un vif succès. Cela a considérablement accru la notoriété de ces produits distinctifs en Chine et a ouvert de nouvelles perspectives de développement pour les agriculteurs locaux et les petites et moyennes entreprises. Des produits agricoles de qualité, comme le soja, vont bientôt faire leur entrée dans les foyers chinois grâce à la « voie rapide » du tarif douanier zéro. Je suis convaincue que la coopération commerciale sino-togolaise va s'approfondir, permettant à davantage de produits « Made in Togo » de briller sur le marché chinois et contribuant davantage à faire du Togo un pôle de prospérité en Afrique de l'Ouest.

Comme le dit un proverbe chinois, « C'est dans un long voyage qu'on voit la force d'un cheval, et c'est avec le temps qu'on connaît le cœur d'un homme ». L'amitié sino-africaine a traversé sept décennies, et le traitement à zéro droit de douane constitue un nouveau jalon important dans cette histoire, qui accélérera sans aucun doute la coopération sino-africaine. Porté par le vent favorable du tarif douanier zéro, le vaste marché chinois deviendra une opportunité majeure pour l'Afrique, et le Togo jouera certainement un rôle plus important dans la coopération sino-africaine. La Chine est disposée à œuvrer aux côtés de ses frères africains, y compris le Togo, pour construire ensemble une communauté d'avenir partagé Chine-Afrique de tout temps dans la nouvelle ère, afin que la coopération s'épanouisse sur tout le continent africain et que les fruits du développement profitent à l'ensemble des peuples.

**par S.E.Mme WANG Min,
Ambassadeur de Chine au
Togo**



Le traitement à zéro droit de douane constitue une concrétisation des principes de « sincérité, résultats effectifs, amitié et bonne foi » que la Chine applique dans sa politique envers l'Afrique, ainsi que de sa vision de la recherche du plus grand bien et des intérêts partagés. Il témoigne également, de manière vivante, de l'engagement commun de la Chine et de l'Afrique à bâtir ensemble une communauté d'avenir partagé de tout temps dans la nouvelle ère. En septembre 2024, lors de la cérémonie d'ouverture du Sommet de Beijing du Forum sur la Coopération sino-africaine (FOCAC), le Président Xi Jinping a annoncé d'accorder le traitement de zéro tarif douanier à 100% de catégories de produits exportés vers la Chine par les pays les moins avancés ayant avec elle des relations diplomatiques, dont 33 pays africains; En juin 2025, dans sa lettre de félicitations à la réunion ministérielle

surface. Les répercussions du conflit au Moyen-Orient ont touché les pays africains. Cependant, plus les temps sont turbulents, plus la véritable amitié entre partenaires se manifeste. Il y a peu, lors de sa rencontre avec le Président mozambicain Daniel Chapo, le Président Xi Jinping a présenté trois points concernant la coopération sino-africaine face aux conséquences du conflit au Moyen-Orient. Premièrement, s'en tenir aux principes pour promouvoir la paix : appeler ensemble à la cessation des hostilités et au règlement des différends par un dialogue mené sur un pied d'égalité. Deuxièmement, maintenir la détermination à rechercher le développement : dans sa poursuite d'une ouverture de haut niveau, la Chine accorde toujours à l'Afrique une place particulière et prioritaire. Troisièmement, montrer l'exemple en matière de coopération gagnant-gagnant : la Chine

droit de douane, la Chine et l'Afrique manifestent leur détermination commune à contribuer à la paix et au développement mondiaux par la stabilité de leurs relations. La Chine demeure le premier partenaire commercial de l'Afrique depuis 17 années consécutives. L'année 2026 marque le début du 15e plan quinquennal chinois, une année où l'ouverture de haut niveau franchira de nouvelles étapes concrètes. La Chine est disposée à donner une impulsion durable, grâce à son vaste marché, à la modernisation et au développement autonome de l'Afrique. Le traitement à zéro droit de douane constitue un moteur essentiel de la division industrielle du travail et de l'intégration complémentaire des chaînes industrielles dans la coopération sino-africaine. Il permettra à davantage de produits africains de qualité et distinctifs d'entrer dans les



Mixx devient le 1er portefeuille électronique au Togo à permettre des transferts et virements instantanés au sein de l'UEMOA

À la suite de l'autorisation accordée par la BCEAO de rejoindre sa plateforme interopérable PI-SPI, Mixx connecte ses portefeuilles électroniques aux banques, institutions de microfinance et autres comptes mobile money dans les pays de la zone de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (Bénin, Côte d'Ivoire, Sénégal, Burkina Faso, Mali, Niger, Guinée-Bissau, Togo).

Lomé, le 13 avril 2026 – Mixx – la seule marque de mobile money avec une licence d'Etablissement de Monnaie Electronique au Togo – continue d'être à l'avant-garde des services financiers inclusifs. Elle devient ainsi le premier mobile money du pays à permettre des transferts et virements instantanés au niveau national et au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA). En se connectant aux banques, institutions de microfinance et autres comptes mobile money de la région, Mixx permet aux particuliers et aux entreprises d'envoyer et recevoir de l'argent en toute simplicité par-delà les frontières. Cette étape importante fait suite à la récente obtention de l'agrément d'Etablissement de Monnaie Electronique – accordé par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) – et soutient l'initiative régionale de la Banque Centrale visant à connecter les institutions financières de l'UEMOA.

Grâce à cette interconnexion, les utilisateurs de Mixx peuvent désormais effectuer des transferts et virements instantanés entre leur portefeuille mobile et les institutions financières opérant dans toute la région. Plus de cinquante (50) banques et opérateurs de mobile money sont ainsi connectés à Mixx Togo : citons par exemple, toutes les filiales UEMOA d'Ecobank, Orabank et BOA, ainsi que Mixx Sénégal ou encore Orange Money Côte d'Ivoire et Burkina Faso.

Un utilisateur Mixx au Togo peut désormais :

- Envoyer de l'argent instantanément à un étudiant à Abidjan, en transférant des fonds directement depuis son compte Mixx à Lomé vers un compte bancaire en Côte d'Ivoire.
- Payer un fournisseur au Burkina Faso, permettant aux commerçants et aux petites entreprises de transférer rapidement des fonds dans la région UEMOA pour l'achat de marchandises.
- Recevoir de l'argent depuis une banque ou un mobile money d'un autre pays de l'UEMOA, rendant les transferts transfrontaliers plus rapides et plus accessibles pour les familles et les entrepreneurs.
- **Un marchand disposant de MPay de Mixx** pourra désormais traiter les paiements non seulement des clients Mixx, mais aussi de tout utilisateur d'un établissement au Togo ou dans les sept autres pays de l'UEMOA, grâce au code QR interopérable.
- En permettant ces transactions entre différentes plateformes, ce nouveau service réduit les barrières entre les services financiers, améliore l'expérience utilisateur et accélère l'inclusion financière dans la région.
- « L'interopérabilité est une étape majeure vers un écosystème financier véritablement connecté en Afrique de l'Ouest », a déclaré Catherine Savery, Directrice Générale de Mixx Togo. « En permettant des transferts fluides entre institutions et au-delà des frontières, Mixx contribue à créer de nouvelles opportunités pour les particuliers, les entrepreneurs et les entreprises dans la région UEMOA. »
- Pour soutenir ce déploiement, Mixx s'appuie sur son vaste écosystème de plus de 5 millions d'utilisateurs, 31 000 agents et 26 000 commerçants à travers le Togo, garantissant un accès large et immédiat aux services d'interopérabilité à l'échelle nationale.
- Grâce à ce solide réseau de distribution et à une base d'utilisateurs en forte croissance, Mixx est idéalement positionnée pour jouer un rôle de premier plan dans l'accélération de l'inclusion financière et le développement des services financiers numériques fluides au Togo et dans l'ensemble de la région UEMOA. À travers cette initiative, Mixx réaffirme son engagement à proposer des solutions financières numériques innovantes, accessibles et sécurisées.
- Basée sur une approche simple et intuitive, la Super App Mixx Togo (Android, IOS, Huawei) permet aux utilisateurs de s'inscrire et d'effectuer des transactions avec n'importe quel numéro de téléphone, tandis que l'interopérabilité leur permet d'envoyer et de recevoir de l'argent de manière fluide dans l'ensemble de l'écosystème financier de l'UEMOA.
- Le service d'interopérabilité est aussi accessible via la syntaxe *145#.

À propos de Mixx:

A travers sa marque Mixx, TMONEY SA est la première fintech autorisée par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest à opérer en tant qu'établissement de monnaie électronique au Togo. Grâce à son écosystème en expansion et à ses services innovants, Mixx continue de jouer un rôle clé dans la connexion des clients au système financier global au Togo et dans l'ensemble de la région de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA).

Les services Mixx sont accessibles via la Super App Mixx Togo (Android, IOS, Huawei) et la syntaxe *145#. L'inscription et l'utilisation sont gratuites.

Contacts

- Sefa Husunukpe, Directeur Commercial, 90 05 56 55
- Rachida Nana-Chevreuril, Manager Manager, 70 78 98 98

Mixx by Yas

Place de la Réconciliation, Quartier Atchanté, Lomé, Togo

corporate@mixx.tg

www.yas.tg/mixx-by-yas

Métiers du numérique

Le premier campus 42 d'Afrique de l'Ouest ouvert au Togo

Le gouvernement togolais a annoncé la semaine dernière, le lancement à Lomé du premier "campus 42" en Afrique de l'Ouest, un projet soutenu par le Groupe Axian via Yas Togo, la France et l'Union européenne.

du numérique dans des espaces ouverts 24h/24 et 7j/7. L'entrée à ce type d'école est conditionnée par une épreuve intensive d'un mois appelée "la piscine", qui teste la



Lancement du premier campus 42 d'Afrique de l'Ouest au Togo en présence du ministre français des Affaires étrangères

Portée par le ministère de la Transformation numérique, l'initiative vise à former une nouvelle génération de talents en programmation, data et intelligence artificielle grâce à une pédagogie basée sur la pratique et l'apprentissage collaboratif. Les campus 42 sont un type d'écoles de programmation informatique innovante, gratuite, sans professeurs et ouverte à tous dès 18 ans, sans diplôme requis. Basée sur l'apprentissage entre pairs (peer-learning) et la pédagogie par projet, elle forme aux métiers

motivation et l'aptitude à coder. Les étudiants évaluent les projets des autres et s'entraident, favorisant l'échange de connaissances.

Fondé en 2013 à Paris, le réseau 42 s'est étendu dans le monde entier (France, Maroc, Madagascar, Togo, etc.). Les campus 42 offrent un cursus de 3 à 5 ans axé sur la programmation (C, C++), l'intelligence artificielle et le développement web, avec une forte employabilité à la clé. Le réseau 42 est déjà implanté dans plus de 30 pays selon l'organisation 42.

La rédaction

Lutte contre la pauvreté dans la région des Savanes Cela passe également par l'autonomisation des femmes

2500 femmes issues de 46 coopératives ont bénéficié de centaines d'équipements de transformation agricole et de matériels roulants lors d'une cérémonie qui s'est déroulée la semaine dernière à Dapaong, en présence des membres du gouvernement et des autorités locales.

et les farines enrichies. Nous avons la plupart du temps des difficultés pour transporter les produits auprès des producteurs situés parfois entre 20 et 30 kilomètres de notre unité de transformation. Ce tricycle vient nous alléger

Sanneh, la représentante résidente du PNUD au Togo, ces équipements ne sont pas une fin en soi. « Ils constituent un levier important pour renforcer l'autonomisation économique, promouvoir une croissance inclusive



Vue de la cérémonie de remise des dons

Inscrit dans la ligne des projets des Nations unies visant à promouvoir l'autonomie des femmes, ces dons ont fait de nombreuses familles heureuses, dans un contexte où le Togo célèbre ses 66 ans d'indépendance. « Nous sommes très contents. Notre coopérative fait la transformation des produits agricoles, notamment la purée de tomates, les jus

la tâche », a déclaré Mme Milékibé Agnès, présidente d'une coopérative de femmes à Dapaong. Les équipements remis comprennent, notamment, des tricycles, motopompes, m o t o c u l t e u r s , batteuses de céréales, moulins, égreneuses, décortiqueuses et équipements de transformation et de conservation des produits agricoles. Selon Mme Binta

et réduire les facteurs de vulnérabilité à l'origine des tensions communautaires », a-t-elle dit, appelant les bénéficiaires à une gestion collective, transparente et durable de ces outils.

Destinés à améliorer la productivité, réduire les pertes post-récolte et faciliter l'accès aux marchés, ces équipements sont estimés à plus de 100 millions de francs CFA.

La rédaction

Classement RSF 2026

Le Togo améliore nettement sa position mondiale

Le Togo enregistre une progression significative dans le classement mondial de la liberté de la presse publié le 30 avril par Reporters sans frontières. Le pays passe de la 121^e place en 2025 à la 97^e position en 2026, confirmant une évolution notable dans l'environnement médiatique national.

Ce repositionnement permet au Togo de quitter la catégorie des pays en « situation difficile » pour rejoindre celle dite « problématique », selon les critères de l'organisation. Une avancée qui, sans occulter les défis persistants, témoigne d'une dynamique d'amélioration progressive

du cadre d'exercice du journalisme.

À l'échelle de l'Afrique de l'Ouest, le Togo réalise l'une des progressions les plus marquées de l'année. Il devance ainsi plusieurs pays de la sous-région et se rapproche du groupe des cent premiers au niveau mondial. La Gambie conserve toutefois sa position de leader régional, suivie notamment par la Côte d'Ivoire, qui figure également parmi les pays en amélioration.

Cette évolution intervient dans un contexte international globalement préoccupant. Reporters



sans frontières souligne que plus de la moitié des pays évalués présentent

désormais des situations jugées « difficiles » ou « très graves ». Le cadre

juridique demeure le principal point de fragilité, avec des restrictions observées dans une large majorité des États.

Dans ce paysage contrasté, la progression du Togo apparaît comme un signal encourageant. Elle met en lumière les efforts engagés tout en rappelant l'importance de consolider les acquis. La liberté de la presse reste un pilier essentiel de la démocratie, dont le renforcement passe par la protection des journalistes, l'indépendance des médias et un cadre légal adapté.

Fête du Travail

Togo Matin célèbre ses équipes et réaffirme ses ambitions

Sous un ciel ensoleillé et dans le décor apaisant de son siège, Togo Matin a célébré, ce 1er mai, la Journée internationale du Travail dans une atmosphère à la fois festive et empreinte de reconnaissance. Entre éclats de rire, rythmes musicaux et moments de partage autour de mets soigneusement préparés, le personnel s'est retrouvé pour marquer une étape significative dans la vie du journal.



Toba Tanama, PDG de Direct Média en stature debout

La cérémonie a réuni le président directeur général de Direct Média, Toba Tanama, le directeur de publication, Dieudonné Korolakina, ainsi que l'ensemble du personnel administratif et rédactionnel. Prenant la parole en ouverture, le

directeur de publication a salué l'engagement constant des équipes, rappelant la mission du journal : décrypter l'actualité avec rigueur et professionnalisme, au service d'une information de qualité. Cette célébration marque plus d'une décennie d'existence au service de la presse nationale. Occasion pour Dieudonné Korolakina,

général a, pour sa part, rendu un hommage appuyé aux artisans de la première heure, présents dès la création du journal en 2015. Les noms de figures pionnières, notamment Eros Dagoudi, Rachid Zakari, ont été évoqués avec émotion, témoignant de leur contribution déterminante à l'édification du média. Il a également salué les collaborateurs, notamment Edem Dadjie, Edy Alley, Essognim Amah, Kossi, ayant rejoint l'aventure au fil des années, dont l'implication continue a permis de consolider les acquis et d'insuffler une dynamique nouvelle.

Au-delà de la célébration, cette rencontre a été l'occasion d'aborder les défis liés aux conditions de travail. Le président-directeur général a exprimé la volonté de la direction d'améliorer le traitement salarial et les conditions de vie des employés, malgré un contexte économique parfois contraignant. "Nous voulons faire mieux pour améliorer vos conditions de vie et de travail. Tout notre vœu est que le traitement

salarial soit meilleur à ce qu'il est aujourd'hui". Une ambition qui traduit la reconnaissance du capital humain comme moteur essentiel de performance.

exigence et engagement. À travers cette célébration, le quotidien confirme son attachement à ses équipes, tout en se projetant vers de nouveaux horizons



Le personnel de Togo matin

Moment de communion et de gratitude, cette fête du Travail a aussi réaffirmé les valeurs fondatrices de Togo Matin : innovation,

éditoriaux, au service d'une information toujours plus pertinente et accessible.

Rédaction

Corridor Lomé-Ouagadougou-Niamey

240 femmes seront formées à la conduite de poids lourds

La mise en œuvre du projet Corridor économique Lomé-Ouagadougou-Niamey (PCE-LON) se poursuit. Mardi 28 avril 2026, une première cohorte de 40 femmes, des 240 à bénéficier d'une formation certifiante de conduite professionnelle de poids lourds, a démarré sa formation.

Cette formation, destinée aux femmes et qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du PCE-LON, vise à promouvoir l'inclusion des femmes à travers une formation professionnelle en conduite de poids lourds. Dans l'ensemble, ladite formation s'inscrit dans la dynamique de la promotion de l'inclusion économique des femmes et de la diversification des opportunités professionnelles dans le secteur du transport routier. L'objectif étant la formation de 240 femmes au métier de conduite de poids lourds, il est question dans cette formation certifiante de contribuer

à lever les barrières et stéréotypes liés aux métiers traditionnellement perçus comme masculins, tout en favorisant l'employabilité des femmes dans un secteur en forte demande de main-d'œuvre qualifiée.

Quid de la formation de la première cohorte ?



Une femme au volant d'un poids lourd

Pour mener à bien le programme de formation certifiante en conduite de poids lourds, un appel à candidature a été lancé. Il a permis d'enregistrer plusieurs centaines de candidatures. Mardi, la première cohorte de 40 femmes a officiellement

démarré une formation de trois mois. Dans les détails, la formation prend en compte une phase d'apprentissage théorique, une phase pratique de conduite et une phase de formation professionnelle certifiante.

Et pour l'occasion, les journalistes ont été conviés

à assister au démarrage de cette formation. L'objectif étant de les amener à échanger avec les apprenantes sur leur parcours et leur évolution, et à observer les séances de formation professionnelle. Au-delà, à recueillir les témoignages des

encadreurs et responsables du programme et à mieux comprendre les enjeux sociaux et économiques de cette initiative.

« C'est une fierté de conduire un véhicule avec une remorque. C'est quand même difficile, mais par la grâce de Dieu et avec ce que nous avons appris à la formation, nous pouvons tenir le coup », a mentionné une participante à la formation avant d'ajouter : « C'est une opportunité qui s'ouvre à moi. Ça me permettra de trouver de l'emploi ».

Pour une autre participante, la formation a débuté pour elles en février dernier à l'auto-école, avec deux semaines de théorie avant de passer à la pratique puis à l'obtention du permis le 1er avril dernier.

« Après, on a commencé la formation des conducteurs des transports routiers pour la certification à la qualification de conduite

professionnelle... Au cours des séances théoriques on a parlé de la mécanique et de la gestion du temps de conduite », a-t-elle mentionné.

À terme, il sera question de former 6 cohortes de 40 apprenantes dans le cadre de la mise en œuvre du projet Corridor économique Lomé-Ouagadougou-Niamey (PCE-LON).

Financé par la Banque mondiale à hauteur de 120 millions de dollars, le PCE-LON est piloté par le ministère des Transports à travers la Direction des transports routiers et ferroviaires (DTRF). Pour les bénéficiaires comme Logossé Ayabavi, ce projet représente une chance unique d'accéder à des perspectives de carrière stables. L'objectif est de moderniser les infrastructures tout en favorisant l'autonomie financière des femmes.

Caleb Akponou



TMONEY SA



Envoie et reçois instantanément de l'argent

du Bénin, Côte d'Ivoire, Sénégal, Mali, Burkina Faso, Niger, Guinée Bissau*

Mixx, le 1^{er} et seul opérateur Mobile Money au Togo à connecter toute l'UEMOA.



*Pays de la zone UEMOA